

en même temps une indignation sentie par tous avec la même vivacité.

Ce coup d'État, si discordant avec le caractère libéral du siècle où nous vivons, est cependant la souillure unique de la vie de ce grand personnage. Si son ambition a fait couler tant de larmes, c'est l'effet de combinaisons générales, et non d'un penchant particulier à la cruauté. Ne confondons pas un despotisme dont la colère s'arrêtait à la limite de ce qu'il croyait son intérêt, avec une tyrannie passionnée, aveugle et sanguinaire. Napoléon n'était pas né méchant; toujours on le vit plein d'indulgence pour les siens; il ne savait même haïr long-temps, ni fortement ses ennemis. Lisez l'histoire des hommes qui se sont élevés du rang de simple particulier au pouvoir suprême, et vous verrez comment la plupart ont acheté la couronne par plus de méchantes actions.

CE n'était pas assez pour Napoléon de régner

sur la grande nation , il aspirait ouvertement à la monarchie universelle. Dans cette pensée gigantesque , peut-être était-ce encore moins le but , que la route à parcourir pour y arriver , qui souriait à son imagination. Car l'agitation était son élément ; il se délectait au sein des tempêtes ; le globe fournissait à peine de quoi assouvir sa rage d'ajouter à la célébrité d'un nom trop tôt célèbre. Il faisait la guerre avec volupté ; il l'aimait comme on aime une maîtresse au printemps de la vie. Pour justifier aux autres , et peut-être à lui-même , le dérèglement de ses projets , il montrait la révolution française *incompatible avec les préjugés sur lesquels roule le monde depuis la chute de l'empire romain*. « Sa mission , disait-il , n'était pas seulement de gouverner la France , mais de lui soumettre le monde , sans quoi le monde l'aurait anéantie. » Partant de cette supposition gratuite , il organisa l'empire pour la guerre , et pour la guerre éternelle. Ce ne fut pas pour acquérir le droit d'être un prince

absolu qu'il combattit sous toutes les latitudes. Rien ne l'empêchait de le devenir à moins de frais. Au contraire, il fonda le despotisme pour créer, vivifier, et toujours renouveler les éléments des combats.

Les hommes étrangers au métier des armes ne sauraient concevoir cette inquiétude turbulente qui conduisait Alexandre aux bords du Gange et Charles XII à Pultawa. La guerre est une passion jusque dans les derniers ordres de la milice; pour ceux qui commandent, elle est la plus impérieuse et la plus enivrante des passions. Où trouverez-vous un champ plus vaste à l'énergie du caractère, aux calculs de l'esprit, aux éclairs du génie? A celui que la gloire enflamme, la faim, la soif, les blessures, la mort même, sans cesse menaçante, produisent une sorte d'enivrement; la combinaison soudaine des causes indéterminées avec les chances prévues, jette dans ce jeu d'exaltation un intérêt de tous les momens, égal à l'émotion que font naître à longs intervalles les situations les plus terribles

de la vie. Quelle puissance dans le présent que cette volonté du chef, qui enchaîne et déchaîne à son gré la colère de tant de milliers d'hommes ! Quelle suprématie sur l'avenir, que ce talent dont les inspirations vont régler le sort de plusieurs générations ! Quand le Dieu d'Israël veut écraser ses adorateurs sous le poids de sa toute-puissance, il leur dit : « Je suis le Dieu des armées. »

L'HUMEUR belliqueuse de Bonaparte trouva un puissant auxiliaire dans le cabinet de Saint-James. Les meneurs de l'Angleterre n'avaient permis la trêve d'Amiens que pour rendre sensible à leur peuple l'impossibilité de la paix ; l'expérience faite, le traité fut rompu. Napoléon rassembla l'armée française dans des camps, sur les côtes de l'Océan, depuis le Texel jusqu'à la pointe de Bretagne. Il couvrit d'artillerie le rivage de Boulogne, le plus rapproché de l'Angleterre. Les soldats creusèrent des canaux et des ports de mer. Dans les hâvres

et les grands fleuves on construisit des bâtimens légers; malgré les efforts de la marine britannique, on parvint à les réunir dans les ports nouveaux. En même temps, de nombreuses escadres sortaient de nos arsenaux maritimes, et le pavillon français flottait sur toutes les mers. Pendant quinze mois, Rome et Carthage furent en présence.

On a demandé, et c'est encore un problème, si Napoléon a voulu envahir l'Angleterre, ou seulement épouvanter les Anglais. Nous ne doutons pas qu'il n'ait eu le projet de tenter la descente. De combien peu s'en est-il fallu que la flotte combinée de France et d'Espagne, débloquent successivement le Ferrol, Rochefort, Brest et le Texel, ne restât maîtresse, pendant plusieurs jours de suite, du canal de la Manche? La flottille de Boulogne, qu'on avait montrée à dessein comme un épouvantail de guerre, eût rempli alors sa destination naturelle, et eût servi de moyen de transport. En deux marées, cent mille hommes abordaient sur la plage

d'Angleterre. Cinq marches au bord de la Tamise menaient les Français plus avant dans la conquête du monde, que trente batailles gagnées sur le continent. Pour obtenir d'immenses résultats, il n'était pas indispensable que l'envahissement fût complet et définitif. La retraite, il est vrai, offrait des difficultés presque insurmontables; mais les espérances du débarquement étaient assez décevantes pour distraire la pensée des embarras du retour¹.

LES proscriptions avaient moissonné ou éloigné la plupart des généraux qui avaient

¹ Napoléon croyait que, Londres pris, l'Angleterre serait conquise. Le général Marmont lui disait, au mois d'octobre 1805, à Augsbourg, que si la descente avait eu lieu, les Autrichiens auraient probablement commencé la guerre sur-le-champ. « Je ne le crois pas, répondit l'Empereur; mais s'ils fussent venus, les femmes de Strasbourg auraient suffi pour les empêcher de passer le Rhin. » Tant il était persuadé que l'éclat de son entreprise pétrifierait les rois du continent, et produirait en France un immense mouvement national.

commandé les premières armées de la République ; d'autres étaient tombés sur les champs de bataille. Il n'était plus ce Hoche à l'ame de feu , au caractère indomptable , qui n'eût jamais ployé sous un maître , et dont les talens attestaient à la France combien de véritable noblesse elle cachait dans les rangs de ses plus simples citoyens. Kléber avait été frappé par un assassin ; Kléber, dont la tête s'élevait comme un drapeau au-dessus des bataillons , et qu'on n'a pas apprécié ce qu'il eût pu valoir parce qu'il obéissait mal et ne voulait pas commander. Le morose et taciturne Pichegru était mort pour la France en se mettant aux gages des Anglais. Moreau vivait ; sa vie était pure alors et sa gloire entière. Général d'inspiration , il fut le premier de l'époque dans l'art de faire combattre une quantité limitée de troupes sur un terrain donné. Mais son caractère n'était pas au niveau de son talent. On l'avait vu , confiant jusqu'à la faiblesse , aider au 18 brumaire ;

peu de temps après son nom servait de ralliement aux ennemis de cette journée. Parmi ces derniers, mais marchant seul dans des voies patriotiques et modestes, était signalé le vainqueur de Fleurus. Les principaux chefs de l'armée d'Italie ne dissimulaient pas leur mécontentement; les uns indignés du dictateur superbe, qui avait relégué ses camarades si loin de lui en attendant qu'il les traitât en sujets; les autres gémissant de ce que tant de périls et de travaux n'aboutissaient qu'à renverser la République.

Napoléon frappa Moreau. Les frondeurs de l'autorité tremblèrent; quelques-uns se tinrent à l'écart pendant un temps plus ou moins long. Le plus grand nombre entra bon gré mal gré dans le nouveau système : il y avait place pour tout le monde.

Soult, Davoust, Ney et d'autres hommes habiles choisis sur le second plan, se dévouèrent sans réserve; le champ illimité de l'espérance s'ouvrait devant eux. Tout en désapprenant

aux soldats les souvenirs de la République, ils s'employèrent à donner une activité nouvelle à leurs passions guerrières. L'influence des chefs et la différence des positions avaient introduit dans les armées, à travers la valeur et le patriotisme communs à tous, des nuances d'opinion distinctes, surtout parmi les officiers. Elles s'effacèrent dans les baraques de Boulogne, d'Ostende et de Montreuil.

L'élan démocratique des braves de Sambre-et-Meuse, la direction libérale et éclairée de l'armée de Rhin-et-Moselle, la turbulence envahissante des vainqueurs de l'Italie, se fondirent dans un sentiment d'enthousiasme prêt à devenir du fanatisme. Il n'y eut désormais qu'une armée et qu'un général; les enfans de la patrie, séparés des citoyens, furent les soldats, non plus de la République, mais de l'homme qui s'était porté pour le seul représentant de la gloire nationale : leurs bras vigoureux élevèrent sur le pavois le nouveau Pharamond, en même temps que le Sénat, le

peuple et le souverain pontife plaçaient sur son front le diadème impérial.

NAPOLÉON avait voulu descendre en Angleterre pour devenir l'arbitre de l'Europe; il alla, dans l'espoir de mettre l'Angleterre aux abois, combattre les puissances du continent. Cette marche inverse devait être plus lente, plus incertaine, et coûter plus de sang. Elle s'accordait avec les intérêts britanniques. Le célèbre Pitt, fatigué des efforts dans lesquels sa nation se consumait toute seule depuis deux ans, ne cessait de prêcher la croisade aux cabinets d'Europe, et d'offrir des subsides pour la faire entreprendre.

Dès le printemps de l'année 1805, la cour de Vienne arma et forma un cordon en Italie, sous prétexte de garantir de la fièvre jaune les États héréditaires : son intention véritable était de prévenir et de combattre un autre mal plus menaçant et plus pernicieux, la révolution française, devenue homme dans la personne

de Bonaparte. A la fin de l'été les troupes autrichiennes inondèrent la Bavière; les Russes, payés aussi par le gouvernement anglais, mais retardés à cause de la distance, suivirent leurs alliés de loin dans cette attaque impétueuse.

L'empereur des Français n'était pas aisé à prendre au dépourvu. Ses colonnes accoururent des côtes de Picardie et de Flandre, de la Hollande, du Hanovre, sur le Danube; il enleva dans Ulm une armée autrichienne et le fameux général Mack. Ce fut l'effet d'un mouvement stratégique, conçu avec une audace prévoyante, et exécuté avec une rare précision. Quarante jours après, l'armée russe fut battue dans les plaines de Moravie. La bataille d'Austerlitz peut passer pour la plus savante de l'histoire moderne, et ne fut pas une des moins décisives. L'empereur François II profita des forces que l'archiduc Charles ramenait d'Italie pour acheter la paix au prix de quelques provinces cédées. Le Czar rentra dans son pays avec ses Moscovites.

Après le traité de Presbourg , Napoléon pouvait arrêter la marche de son char triomphal. Les électeurs et les petits princes de l'empire germanique , moitié par contrainte , moitié par calcul , venaient de lier leur fortune à ce drapeau tricolore , naguère hors de la loi européenne. La France avait acquis la suprématie en Allemagne ; son influence excessive dans les Etats du Midi n'était plus sujette à contestation. Il dépendait dès-lors du chef de la quatrième dynastie de choisir une épouse parmi les filles des rois.

L'Empereur envoya une armée à Naples. C'était un acte de justes représailles ; mais sur le trône du souverain en fuite il plaça l'aîné de ses frères, et peu de temps après il monarchisa la Hollande pour former un apanage au troisième. La France et l'Europe durent s'alarmer de l'extension donnée au système impérial : la France , parce qu'elle était condamnée à verser son sang pour intrôniser, les uns après les autres , les membres d'une famille qui

ne devait plus rester mêlée dans les rangs de la société ; l'Europe , parce que l'établissement de la jeune dynastie ne pouvait être fait qu'aux dépens des anciennes. L'Italie que tourmentent toujours ses souvenirs, supplia en vain Napoléon de la constituer en un seul Etat. Il continua à faire déborder la France au-delà des Alpes et du Rhin, s'inquiétant peu de dénaturer le caractère français par l'amalgame avec les mœurs italiennes ; il ne s'inquiéta pas non plus de faire perdre à sa monarchie cette consistance qui résulte d'une disposition de frontières favorable à la défense du pays, et en rapport avec l'emplacement de la capitale. L'empire germanique tombait de vétusté ; il lui donna le coup de grâce et s'établit sur ses décombres. La confédération du Rhin fut une cohorte de vassaux susceptible de se grossir indéfiniment.

Sous le titre modeste de protecteur, Napoléon envahit l'argent et les soldats d'une moitié de l'Allemagne ; ses armées, toujours

campées sur le territoire, menaçaient l'indépendance de l'autre moitié.

LA Prusse se trouva exposée au premier feu du conquérant. Dix ans de neutralité avaient fait prospérer son commerce ; mais restant stationnaire, pendant que les autres grandissaient par la victoire ou se retrempaient par le malheur, elle avait cessé d'être une puissance du premier ordre, et s'en était aperçue trop tard. Tout était en armes autour d'elle. Son territoire avait été violé par deux corps d'armée français, pendant la marche destinée à envelopper la forteresse d'Ulm. On n'avait pas écouté ses justes remontrances, et de la part de Napoléon, le mépris était précurseur de la ruine. Cependant un roi honnête homme hésitait à précipiter son pays dans une querelle dont l'issue pouvait être funeste. Il délibérait encore avec ses conseils, quand la monarchie autrichienne fut ébranlée à Austerlitz, et par suite l'empire d'Allemagne renversé. En

échange du margraviat d'Anspach et de quelques portions de territoire nécessaires pour arrondir les alliés du vainqueur, Frédéric-Guillaume reçut le Hanovre, dont les Français n'avaient pas le droit de disposer, puisqu'il ne leur avait pas été cédé par un traité. La politique timide du monarque prussien le déconsidéra, sans diminuer les dangers de la monarchie. La noblesse, prenant à son compte l'humiliation nationale, désira la guerre. Elle y poussa le gouvernement à peu près malgré lui. L'or des Anglais fit le reste.

Cette guerre contre la Prusse n'allait ni aux intérêts de la France, ni à l'esprit de la révolution. Il ne s'agissait plus, du moins en apparence, de réprimer les tentatives de l'Angleterre, ou de punir l'acharnement de l'Autriche. On s'attaquait à la puissance qui, dès 1795, avait reconnu la République, et dont la conduite depuis la paix de Bâle n'avait été que la longue et continuelle rétractation d'une première effervescence. Cependant Paris et les

provinces ne laissèrent encore apercevoir aucun indice de ce mécontentement qui éclata deux ans plus tard au sujet de l'iniquité plus révoltante, d'où sortit la guerre d'Espagne. Napoléon profita de l'irréflexion du peuple français pour se faire pardonner sa gloire.

La mémoire du grand Frédéric avait cessé de protéger le palais de Potsdam. On avait entendu parler d'un roi et d'une armée qui s'amusaient à des manœuvres de parade dans les sables du Brandebourg. On ne savait même pas qu'il y eût là une nation. Les Parisiens n'avaient pas oublié l'insolent manifeste du duc de Brunswick. Il s'était même conservé des souvenirs de la honte de Rosbach. D'ailleurs, nos armées n'avaient pas repassé le Rhin ; elles étaient depuis la paix de Presbourg en marches et en manœuvres continuelles. Aux yeux d'un public mal instruit, l'invasion de la Prusse se présenta comme la continuation de la campagne d'Autriche.

On vit alors le peu que vaut un État dépourvu de frontières naturelles ou artificielles. L'Empereur choisit son point de départ. La bataille d'Iéna décida du sort de la Prusse, moins à cause de la supériorité des évolutions de tactique, qu'en raison de la direction prise par les colonnes dans les marches préparatoires. Après cette journée désastreuse, les généraux prussiens tout abasourdis rendirent les places sans les défendre, et la conquête du pays parut être le prix de la course.

Napoléon fut pour les Prussiens sans générosité et sans pitié. Il avait débuté dans son entreprise par insulter déloyalement une reine belle, héroïque et malheureuse. Des contributions et des vexations, imaginées par le génie de la fiscalité, achevèrent dans le pays conquis ce que le pillage du soldat avait épargné. Frédéric-Guillaume ne désespéra pas du salut de la patrie. Blessé au cœur, il se jeta tout sanglant dans les bras de l'empereur de Russie. Heureux s'il eût pris un an plus tôt cette déter-

mination tardive, et s'il eût trouvé des inspirations sur le tombeau du héros de sa race !

Alexandre était descendu de nouveau dans l'arène, prêt à venger les rois et à délivrer les nations. Les empires du Nord et du Midi se choquèrent aux plaines de la Pologne. Pour la troisième fois les soldats de Napoléon rencontrèrent, non pas leurs maîtres, les Français n'en ont pas dans l'art de la guerre, mais des rivaux puissans par le nombre, par le mépris de la mort et par le dévouement religieux au souverain : qualité qui dans l'enfance de la civilisation est aussi du patriotisme. Les Français combattaient à quatre cents lieues de leur pays sur une ligne d'opération mal assurée ; les Russes appliqués à leur frontière étaient à portée des magasins, du recrutement, des ressources de tout genre, et ils avaient recueilli

¹ L'empereur de Russie passant à Berlin, en 1805, pendant que son armée allait à la guerre d'Autriche, descendit avec le roi de Prusse dans le caveau où sont déposées les cendres du grand Frédéric.

les débris de l'armée prussienne. Un homme de moins dans le monde, et la lutte eût été prodigieusement inégale. Mais Napoléon valait à lui seul cent mille hommes. L'occupation de Varsovie ne le dispensa pas d'une seconde campagne, qui dans un autre siècle et avec un autre général eût été jugée audacieuse et rapide. Elle parut timide et lente aux Français accoutumés à des miracles que d'autres miracles devaient toujours surpasser. Le génie était aux prises avec la force matérielle, avec la puissance de la nature. Dans ce débat il fut possible au génie de triompher. Le calcul ne fut pas encore contraint à livrer, comme plus tard, un trop grand nombre de chances au hasard; les moyens pouvaient encore être proportionnés au but.

Les batailles de Pultusk et d'Eylau auraient dû donner des révélations salutaires. Ce n'était pas des défaites; mais quelle armée, quelle puissance pouvait recommencer souvent de pareilles victoires! On avait presque abordé sur

son propre terrain ce colosse adossé aux extrémités du monde, dont la prépotence est indépendante de l'administration intérieure du pays et des qualités personnelles du prince. On avait pu déjà prévoir avec effroi qu'il était destiné à dévorer l'Europe si l'Europe ne réussit pas à l'affaiblir et à le démolir par l'infiltration de ses mœurs. Napoléon s'avisa pourtant qu'il fallait faire une halte avant d'aller à Moscou. La bataille de Friedland lui servit à conquérir l'entrevue de Tilsit.

Sur un champ de bataille, le dévouement des chefs, le courage des soldats, mille circonstances impossibles à prévoir, déconcertent à chaque instant le talent du général, et le profit ne revient pas toujours au plus habile. Dans un combat singulier, où l'esprit est l'arme qu'on emploie, Napoléon était assuré d'arriver à ses fins; sa conversation renfermait une séduction inexprimable, et nous ne connaissons pas d'homme qui ait possédé au même degré

que lui le secret de pénétrer dans les cœurs de ceux qui l'écoutaient. Le Czar tomba sous le charme. La peinture vraie et animée des prétentions anti-sociales de l'Angleterre exalta l'ame de ce prince; après huit jours employés à des épanchemens et à l'échange de soins mutuels, les deux empereurs se séparèrent sur le Niémen, Napoléon disant et Alexandre croyant qu'ils seraient toujours unis pour la paix et pour la guerre.

Des arrangemens de Tilsit sortirent l'ébauche de la Pologne et l'érection d'un royaume en Westphalie pour Jérôme Bonaparte. La France n'y eut d'autre avantage que l'interruption momentanée des hostilités sur terre. Le traité de Presbourg, en 1805, avait relégué loin de nos frontières l'Autriche, la Prusse et la Russie. Pour conserver la paix il n'y avait qu'à s'y tenir. Par le traité de 1807 la France se retrouva en contact avec toutes les puissances guerrières. Ainsi les succès des deux dernières années avaient en réalité empiré sa si-

tuation. Plus que jamais la question se compliqua et devint indécise. Napoléon pouvait difficilement s'arrêter. Il s'était avancé trop pour le bonheur de son pays, trop peu pour l'accomplissement de sa politique.

En effet les condescendances, par lesquelles il avait payé l'amitié d'Alexandre, pouvaient être considérées comme autant de pas rétrogrades. Après avoir promis à ces vaillans Polonais, nos amis à la vie et à la mort, la restauration de leur république, ils n'eurent qu'une pierre d'attente dans la création du grand duché de Varsovie. Le parti pris avec la maison de Brandebourg, fut encore plus incomplet et plus fécond en disgrâces.

Napoléon se crut assez fort pour pardonner le mal qu'il avait fait. L'intervention d'un allié puissant et fidèle valut à Frédéric-Guillaume la conservation de sa couronne. Renfermant en son ame le désir de la vengeance, il régna dans un royaume morcelé, dévasté, occupé par des troupes étrangères.

La plus grande humiliation pour un roi n'est pas d'être vaincu, c'est d'être le complice du vainqueur. Frédéric-Guillaume avait combattu à la tête de ses soldats ; il fut opprimé avec ses sujets. Compagnon des siens dans la bonne et dans la mauvaise fortune, la nation ne lui reprocha pas son malheur. Elle en accusa des institutions vieilles, des préjugés invétérés et une politique rétrécie. Les idées démocratiques germèrent sur les décombres qu'avait amoncelés la conquête. Il se forma dans le nord de l'Allemagne une sainte alliance entre les peuples tyrannisés par le vainqueur, et les hommes vertueux qui travaillaient dans l'ombre à relever la dignité morale de leur patrie et de l'humanité ! La jeunesse éclairée des universités, les ministres de la religion, les militaires retirés du service accoururent en foule dans des sociétés secrètes, où se conserva le feu sacré de l'amour de la patrie. Cette puissance inaperçue devait être bientôt plus formidable que les canons et les baïonnettes. De-là sortit

l'indépendance, peut-être un jour la liberté de l'Allemagne.

Le produit net de la victoire n'était pas proportionné aux efforts qu'elle avait coûtés, et l'empereur des Français n'aurait pas, à Tilsit, caressé avec une délicatesse si recherchée le prince qu'il appelait son grand ami, s'il n'avait pas eu besoin de l'assistance du gouvernement russe pour la réussite de ses projets ultérieurs. Rien n'était achevé sur le continent, tant que la puissance de la Grande-Bretagne demeurait intacte. La destruction des flottilles et des escadres ne permettait plus de penser à presser les Anglais corps à corps. Napoléon essaya contre eux une agression d'un genre différent.

Nous aurons plus tard l'occasion de développer le principe et les conséquences du système continental. Ce fut cette vaste conception politique qui servit de prétexte à l'invasion de la péninsule espagnole. Nous allons dire quelle était alors la force de l'armée française, et

comment elle s'élevait au-dessus des troupes mécaniques de l'Allemagne, autant qu'elle surpassait en discipline et en science l'armée de l'ancienne monarchie, formée de populace et de noblesse. Nous l'étudierons dans sa formation et dans ses mœurs. Pour mieux faire sentir les modifications que lui avaient, à cette époque, fait subir le gouvernement d'un seul et l'habitude de la conquête, il nous arrivera souvent de porter nos regards en avant de l'époque précise qui sert de point de départ à l'Histoire que nous avons entrepris d'écrire.

L'EMPEREUR entretenait, à la fin de l'année 1807, six cent vingt mille soldats à pied et à cheval, savoir : trois cent quatre-vingt mille d'infanterie, et soixante-dix de cavalerie, distribués dans quatre cent dix-sept bataillons et trois cent cinquante-trois escadrons nationaux; trente-deux mille Suisses, Allemands, Irlandais, Hanovriens à la solde de France; quarante-six mille hommes employés pour le ser-

vice actif de l'artillerie et du génie , et quatre-vingt-douze mille composant sous les noms de gendarmerie , demi-brigade de vétérans , compagnies de réserve , canonniers garde-côtes , une armée intérieure affectée spécialement à la police et à la protection du territoire. Il disposait en outre des forces militaires du royaume d'Italie , de Naples de l'Espagne , de la Hollande , du grand duché de Varsovie , et des États de la confédération du Rhin. Alliés de la veille , alliés depuis cent ans , tous , quelle que fût la différence des affections , étaient mus par une seule intelligence vers un seul et même but.

LA République et la guerre avaient façonné pour Napoléon les généraux les plus capables , les officiers les plus dévoués , les soldats les plus valeureux. Ce n'était pas comme autrefois le trop plein des cités que des recruteurs plongés dans la débauche enlevaient avec astuce pour le répandre dans les régimens. C'était la fleur

de la population, c'était le plus pur sang de la France. Pendant les huit premières années de la révolution, l'enrôlement, l'appel des bataillons de volontaires, les levées partielles et la grande réquisition versèrent plus d'un million d'hommes dans les camps. En 1798, la loi de la conscription fut portée pour être dans les siècles le palladium de notre indépendance : loi excellente quand même elle ne serait pas nécessaire, parce qu'en mettant la nation dans l'armée, et l'armée dans la nation, elle fournit à la défense des ressources inépuisables. Les jeunes hommes de l'âge de vingt à vingt-cinq ans durent être encadrés nominativement dans les corps militaires, non pas pour aller tous et toujours dans les camps et les casernes, se déshabituer du travail des mains ou de l'exercice des facultés intellectuelles, mais pour être appelés à la défense du pays à mesure des besoins et sous la condition de ne demeurer que quatre ans hors de leurs foyers, sauf telles circonstances extraordinaires, de l'urgence desquelles la re-

présentation nationale serait seule juge. A la suite des malheurs de la campagne de 1799, les conseils législatifs mirent à la disposition du Directoire exécutif les cinq classes entières de la conscription, qui montaient à près de cinq cent mille hommes, indépendamment de plus de deux cent mille soldats aguerris qui restaient encore sous les drapeaux.

Ainsi, en arrivant au pouvoir, Bonaparte eut à exploiter une mine de soldats qui excédait de beaucoup les moyens de recrutement des autres puissances belligérantes. L'impopularité de la mesure ne lui appartenait pas, et il en recueillit les premiers fruits en portant dans l'administration de la conscription le même esprit d'ordre qu'il déployait alors dans les autres parties du gouvernement. En permettant aux conscrits de se faire remplacer, on reprit la plupart des vieux soldats qui avaient quitté le service. C'était autant de gagné pour l'armée, et d'épargné pour l'agriculture et les arts. Les levées furent confiées à des autorités mi-parties

civiles et militaires, divisées en recrutement immédiat et en réserve. La réserve devait être une espèce de milice, toujours prête à remplir les cadres.

Depuis le 18 brumaire jusqu'en 1805, on ne demanda que deux cent vingt mille hommes à la nation, pas tout-à-fait la sept centième partie de la population par an : nombre modéré quant aux besoins, puisqu'il fallait compléter l'armée appauvrie par les congés absolus et par les expéditions coloniales.

L'abus de la conscription commença avec le renouvellement des hostilités sur le continent. L'agression de l'Autriche avait déroulé un long avenir devant Napoléon. Il put augmenter à sa fantaisie des armées destinées à vivre aux dépens de l'étranger. La disposition législative qui fixait à quatre années la durée du service régulier des conscrits, fut comme non avenue ; on entra dans le service militaire pour n'en plus sortir vivant ; les réserves n'eurent qu'un moment d'existence, et les jeunes gens

furent conduits à la guerre aussitôt que désignés. Ceux même à qui s'appliquaient des exemptions légales demeuraient débiteurs de leur sang envers la patrie, non-seulement jusqu'à l'âge de vingt-cinq ans, mais tant qu'ils n'étaient pas libérés par un acte formel du pouvoir. Le vote des levées annuelles passa du Corps législatif au Sénat. Un conseiller d'État fut préposé à la direction de la conscription : et ce ne fut pas le moins important des départemens ministériels, que celui d'approvisionner l'ancre du lion. Des colonnes mobiles parcoururent le territoire de la France, et contraignirent, l'épée à la main, la nation à devenir conquérante. Il fallut établir une législation d'exception pour une foule de délits nés d'une tyrannie nouvelle. Cette tyrannie, rude contre les personnes, était aussi fiscale tant par la nature des peines qu'en raison des sommes énormes que coûtaient les remplacements. La limite de vingt à vingt-cinq ans, établie par la loi fondamentale, ne suffit pas long-temps

à la consommation de l'espèce. Le gouvernement recula dans le passé, et anticipa sur l'avenir. Accouplant ensemble la ruse qui déconsidère et la force qui fait haïr, il imagina, pour tromper le peuple, des appellations inusitées. Tantôt des légions, dites de *réserve*, étaient créées pour une destination spéciale, et à peine formées on les transportait à une autre. Tantôt on faisait des appels de volontaires, comme si le mot seul n'eût pas été une dérision. Les citoyens mariés et livrés aux travaux utiles étaient requis et dépaysés sous le nom de *gardes nationales en activité*. On leurrait les jeunes soldats en les formant en régimens adjoints à la garde impériale, sans en partager les prérogatives. Les conscrits échappés au service à prix d'argent, furent repris plus tard dans les gardes-d'honneur, dans les bans et les arrière-bans. Désormais, pour un Français, la mort naturelle était celle qu'on trouvait au champ d'honneur. On en vint jusqu'à demander onze cent mille soldats en une